

Travaux en atelier du sous groupe agriculture

1. Introduction

Le sous groupe Agriculture a travaillé sous la présidence du DEP Agriculture Mr BAHARANYI, les débats ont tourné autour de cinq points inscrits dans le document du cadre budgétaire à moyen terme (CBMT)

2. La composition du Groupe

Le groupe est constitué des membres de la Société Civile, les délégués du Ministère du Budget, (cabinet et Administration) et l'Agriculture dont la liste en annexe

3. méthodologie

Nous avons choisi comme président du sous groupe le Secrétaire General à l'Agriculture qui sous empêchement délégué le DEP, qui a utilisé le Document mis à la disposition ;

L'exposé autour des 5 points que renseigne le document dans le cadre Budgétaire à moyen terme ;

Les explications du secteur sur les différents thèmes ;

Des discussions et recommandations dans le groupe.

4. Des Discussions et propositions

A. LA CREATION DE ZONES INDUSTRIELLES ET PARC AGRO-INDUSTRIELLES SOUS FORME DE PARTENARIAT PUBLIC.

Concernant le premier point, le DEP nous a fait état des études de faisabilité déjà terminées de trois sites pour la construction de parcs agro-industriels à savoir :

- NORD KATANGA (tanganika)
- VALLEE de la RUZIZI,
- LOMAMI (ngandajika)

Dans le cadre du partenariat public Privé(PPP), il y a la création des zones industrielles dont les projets ont été lancés dont celle de Maluku pour 180 Ha à répartir selon les filières et celle du Kongo Central dont les plateformes sont installées: Tshela, Kimpese et Lukula

Il y a en perspective des zones industrielles au Nord (ex. Equateur), EST (ex. Province Oriental) de la RDC,

- Nous proposons la mise en application du PPP entre autre l'organisation des paysannats pour répondre à la volonté d'une transformation de l'agriculture traditionnelle non spéculative en une agriculture à forte mobilisation des capitaux capable d'accélérer la croissance d'agricole et de répondre à la demande alimentaire.

B. LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE

Pour le point 2 sur la mise en œuvre du plan national d'investissement, il importe de signaler que le PNIA a CINQ programmes DIX NEUF sous programmes et QUARANTE TROIS composantes dont les activités sont déroulées sur huit ans. Le PNIA englobe tout le secteur de l'agriculture et du Développement rural.

La mise en œuvre du PNIA connaît de problème d'application à cause de manque de mesures d'accompagnement et le financement de l'Etat ainsi que celui des bailleurs de fond, bi et multilatéraux.

Dans l'exécution de la politique agricole il y a un retard d'accommodation des principes et textes légaux à vulgariser entre le niveau central et les services en province (déconcentrés et décentralisés);

Les questions de l'assistance ont tourné autour des raisons de la non-exécution du budget du secteur de l'agriculture ; et nous proposons :

□ Que le budget alloué à l'agriculture soit amené à 10% de l'investissement ce qui aura comme conséquence de booster la croissance agricole à 6%, capable de réduire de moitié l'extrême pauvreté et de la faim.

C. LE LANCEMENT ET LA POURSUITE DES PROJETS DE REHABILITATION ET DE MODERNISATION DES ROUTES DE DESSERTE AGRICOLE

Concernant les routes de desserte agricole il y a une relation dans les attributions avec le Développement rural,

Les routes de desserte agricole : 52 % ont été réhabilité (nord-Bangui et sud-ubangui, mongala) dans le cadre du financement de la banque mondiale à travers son projet PAARSSA et le reste doit être fait par l'Etat Congolais et le projet PDPC dans le Kongo central pour une distance de 500 km dont plus de 50% déjà réalisés à part le cantonnement manuel pour l'entretien et la pérennisation des actions pour le maintien en état de carrossage de toutes ces routes réhabilitées.

Recommandation

- Allouer un budget nécessaire au désenclavement des zones à forte production

Pour la réalisation du projet en étude dans les provinces du Kasai Central, Kasai Oriental, Sankuru (partie savane) et Lomami (le corridor centre sud par la dvda).

D. INVESTISSEMENT DANS LA RECHERCHE, LA VULGARISATION et L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE

Sur la question de la recherche et l'enseignement en Agriculture, la recherche est bloquée par manque de financement et infrastructures appropriées

Recommandations

- capitaliser la disponibilité des prisonniers pour intervenir dans les domaines de l'agriculture comme main d'œuvre
- Valorisation de semence et la redynamisation des services tels que SNV, SENASEM, SENAFIC, SENAMA, ainsi que la création des centres agricoles de formation des moniteurs, la mise en place école familiale agricole (d'EFA)),

E. LA REDUCTION DE LA VULNERABILITE DU SECTEUR AUX CHANGEMENT CLIMATIQUE

Concernant le crédit Carbone le pays n'a pas assez de mécanisme pour la mobilisation de crédit par manque de projet d'absorption des fonds alloués, la question est de trouver le goulot d'étranglement de la mobilisation de moyen, il sied de renforcer le niveau de gouvernance dans la gestion des structures spécifiques de notre pays et dans la conservation et la sauvegarde de l'environnement.

Recommandation

- Intégrer dans le système éducatif l'obligation de planter un arbre et en prendre soin par apprenant (école primaire, secondaire et universitaire) chaque année
- Doubler le budget alloué à la campagne de métayage pour atteindre une amélioration sur la production animale de 8 millions de têtes de petit bétail (chèvre lapin, porc...), 2 millions de tête de gros bétail (vache), et la pisciculture et l'aquaculture industrielle,